

Déjouant les pronostics, un raz-de-marée contre la loi travail

PAR RACHIDA EL AZZOUI, CHRISTOPHE GUEUGNEAU ET MATHILDE GOANEC
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 15 JUIN 2016



Mardi 14 juin à Paris. © Reuters

Contrairement au discours officiel du gouvernement sur l'essoufflement, la manifestation du mardi 14 juin a été loin d'être le dernier baroud d'honneur d'une CGT marginalisée. C'est au contraire la plus forte mobilisation depuis le début du mouvement, cortège autonome compris. Le devenir de la loi El Khomri se repose avec acuité.

Vu du ciel, le pari est largement gagnant. Un cortège serré et bruyant a traversé Paris de la place d'Italie aux Invalides mardi, rassemblant des centaines de milliers de personnes pour cette première journée de manifestation nationale depuis le début du mouvement contre la loi El Khomri. Selon les syndicats FO, CGT et Solidaires, plus d'un million de personnes ont défilé dans la capitale (1,3 million dans toute la France), alors que la préfecture de police a dénombré 75 000 personnes. C'est, quelle que soit l'échelle retenue, beaucoup plus que lors des grosses journées des 9 et 31 mars derniers.

Au ras du sol, tout dépend de l'optique choisie. Le gouvernement n'a pas tergiversé, insistant longuement sur les vitrines endommagées ou taguées tout au long du boulevard Montparnasse, les abris de bus défoncés, et les affrontements entre les forces de police et le gros cortège autonome en tête (nous y revenons plus bas). Plusieurs policiers et manifestants ont été blessés. Le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve a même, à ce propos, allègrement mélangé les genres en appelant « tous ceux qui sont dans la violence à retrouver un peu d'humanité, de tolérance, en respect de ce petit

enfant auquel nous nous devons de donner une image digne de la France » en référence au double meurtre de policiers dans la nuit revendiqué par l'État islamique.



Le cortège n'en était pas moins, pour une très large part, calme et bon enfant, concentré sur le retrait de la loi sur le travail, dont le texte est arrivé lundi 13 juin au Sénat. Partis à 13 heures de la place d'Italie, une partie des manifestants n'étaient pas encore arrivés à Invalides à 19 heures. « *C'est énorme, j'ai rarement vu ça* », assure David, cheminot venu de Bordeaux. Le fait que le gouvernement **ait lâché du lest sur la convention relative** au statut de sa profession n'entame pas sa détermination. « *On peut dire ce que l'on veut, mais nous sommes dans le mouvement depuis le mois de mars. Et même si on a obtenu une convention collective de haut niveau, on sait bien que la loi El Khomri peut signifier pour nous aussi la régression sociale.* »

David a fait le déplacement depuis la façade ouest de la France, il n'est pas le seul. Les portuaires et dockers du Havre électrisent le parcours avec leurs tambours, un Breton fend la foule avec son drapeau noir et blanc et une pancarte agrafée à son sac à dos : « *Cazeneuve à Rennes, ni oubli ni pardon* » (**voir à ce sujet** l'article de Karl Laske). Sur un camion, une jeune femme crie : « *On ne s'est pas levé à une heure du matin pour rien ! On est à Paris, retrait de la loi travail !* »

Les délégations régionales ou départementales, arrivées en bus ou en train, expliquent la forte mobilisation du jour. Beaucoup de militants, surtout CGT, racontent que leur dernier déplacement dans la capitale remonte à 2010, à l'occasion du mouvement contre la réforme des retraites. Derrière la banderole CGT-Roanne, ils sont 200, explique Franck. « *On est là et bien là. Cela fait trois mois que que le*

gouvernement dit que le mouvement s'essouffle, mais c'est de l'enfumage. » Noël, syndiqué FO venu d'Aveyron, est parti à 3 h 30 du matin pour monter dans un car puis un train. « Je suis saisonnier, et ne travaille que 9 mois par an, mais je fais quand même 27 heures supplémentaires par mois. Pour le moment, elles sont majorées à 25 %, mais si on m'enlève ça, je serai encore plus précaire qu'aujourd'hui. »



Manifestation contre la loi sur le travail, le 14 juin 2016. © Rachida El Azzouzi

Chacun sa vision du mouvement : bataille pour des acquis ou combat pour la survie. Pierre l'avoue bien volontiers : « À dix ans de la retraite, je me bats pour mes enfants, et pour conserver quelques protections. » « Petit cadre » dans la filiale d'un grand groupe œuvrant dans le domaine de la défense, il n'est pas syndiqué, est monté dans un bus CGT grâce à un copain, expérimente pour la première fois de sa vie une manifestation parisienne. « Ici, c'est anonyme, je peux me permettre. Chez moi, vu ma boîte, et même si je suis civil, ce n'est pas possible. »

Guillaume Brante, délégué syndical CGT pour le site Haribo d'Uzès, distribue à tout-va des tracts appelant à signer la pétition contre la délocalisation de la ligne chamallows en Belgique, ainsi que des sachets de bonbons multicolores. « FO et la CFE ont lancé une consultation sur le plan de compétitivité que la société nous propose, et qui prévoit quand même 110 suppressions de postes alors que notre entreprise ne s'est jamais aussi bien portée. Il a été approuvé à 63 % grâce au chantage à l'emploi. Pour le moment, la CGT

est majoritaire, donc on peut quand même refuser l'accord mais si la loi El Khomri passe, c'est fini. Pour nous, c'est très concret ce qui se passe aujourd'hui. »



Guillaume Brante, délégué CGT chez Haribo. © MG

Révision de la majoration des heures supplémentaires, possibilité d'accords offensifs sur l'emploi, réforme du licenciement économique, possibilité de référendum, les raisons de la grogne sont toujours aussi nombreuses. Des inspecteurs du travail, présents dans le cortège, pointent le risque d'une « focalisation sur l'article 2 », au cœur des tractations depuis l'arrivée du texte au parlement. « C'est un piège, souligne Yacin, qui travaille en Ile-de-France. Certains tentent de dire que si cet article est réécrit, le texte devient acceptable, mais pour ceux qui pratiquent le droit du travail tous les jours, il est évident qu'une série d'autres articles posent problème. » « Ce serait quand même une sacrée victoire », note de son côté Fernand Gonzalez, ancien membre de la fédération métallurgie où œuvrait anciennement Philippe Martinez, et actuellement au bureau de l'Union départementale CGT du Lot-et-Garonne. « Mais faut pas se faire de cinéma, les enseignants sont bientôt en vacances, il va falloir tenir pendant l'été, c'est assez inédit. »

Dans le carré de tête, les leaders syndicaux sont assez réticents à dévoiler leur jeu, et l'étendue de la négociation à l'œuvre avec la ministre du travail, sous l'ombre portée de Matignon et de l'Élysée. Pour Philippe Martinez, l'objectif de la CGT « n'est pas simplement de supprimer l'article 2 de la loi, c'est toute la colonne vertébrale du texte qui est à revoir

». La CGT doit rencontrer le gouvernement vendredi. Mais le syndicat a déjà prévu deux nouvelles dates de manifestations, « *au cas où* », les 23 et 28 juin.



Le carré de tête syndical.

À deux pas, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, appelle lui aussi à poursuivre le mouvement même s'il a rencontré vendredi la ministre du travail Myriam El Khomri, et l'a trouvée « *attentive* » à ses propositions. « *Est-ce une amorce ou est-ce de la com' ? Je crois qu'elle a compris que tout le monde peut sortir par le haut de ce dossier.* » FO est-elle donc prête à négocier, et à cesser le mouvement contre une réécriture de l'article 2 de la loi ? Éric Beynel, chez Solidaires, assure de son côté qu'il n'y a pas d'« *hiatus* » dans le front syndical : « *L'intersyndicale reste soudée, la journée d'aujourd'hui est très belle et le mot d'ordre reste le retrait. Après, chacun sa stratégie.* »

En tête, présence massive des autonomes

Bien loin des tractations de coulisses, et tout à l'avant, dans ce qu'il convient d'appeler la tête du cortège, la manifestation a également fait le plein. Selon un bon connaisseur de ce type de manifestations, c'est sans doute « *l'une des plus grosses manifestations d'autonomes de ces trente dernières années* ». Ce qui est sûr, c'est que le nombre de personnes portant coupe-vent à capuche noir et lunettes de soleil ou masque de plongée a atteint un niveau jamais observé ces trois derniers mois. Les deux heures suivantes, jusqu'à l'arrivée place des Invalides, ne sera qu'un lent piétinement, alternant charges, lacrymogènes, jets de pierre, vitrines brisées et tags sur les murs, ce qui ralentit tout le reste du cortège et

lui donne son rythme. Les 300 « casseurs » infiltrés que dénonce régulièrement le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve sont aujourd'hui au moins 1 000.



En tête du cortège autonome, mardi 14 juin. © CG

Avant même que la manifestation ne s'ébranle, la foule stationnée dans le sens de la marche était déjà repoussée par le nombre à plus de 200 mètres de la place d'Italie, au niveau de la station de métro Gobelins, boulevard du Port Royal. Comme chaque fois, la banderole « *Soyons ingouvernables* » servait de point de ralliement. Et comme chaque fois, des syndicalistes, comme des cheminots CGT ou des militants à SUD, étaient parmi la foule. On dénombrait également les Jeunes écologistes, ou encore la CNT et Alternative libertaire. Un phénix de carton monté sur un caddie était « *rené* » de ses cendres, après avoir été brûlé lors de la manifestation du 1^{er} Mai.

L'ambiance est motivée, les chants variés. Le cortège s'est élancé peu après 13 heures. La fête ne sera que de courte durée. Si la présence policière est plutôt discrète au début, à chaque croisement, les forces de l'ordre qui sont là pour empêcher la manifestation de dévier de sa trajectoire sont l'objet de jets de pierre, de pétards,

voire de feux d'artifice. Très vite, la police, aidée de la gendarmerie, réplique. Le cortège est stoppé dès 14 heures.



Des gendarmes bloquent l'avancée du cortège. © CG

On entend parler allemand, italien, sous les cagoules, quand les slogans ne revendiquent tout simplement pas l'appartenance à une région comme Toulouse, Clermont-Ferrand – apparemment en force –, ou encore Rennes et Nantes.

Comme les fois précédentes, il n'y a absolument aucune désolidarisation dans ce cortège de tête. Quand les visages masqués entament un « *Et tout le monde déteste la police* », l'ensemble des personnes présentes reprennent en chœur. La violence du gouvernement et de ses policiers depuis le début du conflit social a vraisemblablement marqué les esprits.

Philippe et Pascale, masques sur le visage, ont marché vite. Sans s'en rendre compte. Les voilà dans le quartier Duroc, boulevard du Montparnasse, « *dans le merdier* », à quelques dizaines de mètres du face-à-face entre les CRS et les autonomes sous les nuages de lacrymogènes. Le cortège ne peut plus avancer. Les yeux piquent, la colère aussi. « *Le gouvernement a gagné. Voilà la CGT assimilée aux casseurs. Les images vont tourner en boucle. Uniquement celles-ci, pas les manifestants pacifiques qui revendiquent le retrait de la loi El Khomri pour de justes raisons* », s'énerve Philippe. Il a 58 ans, plus de 25 ans d'ancienneté dans un grand groupe dont il préfère taire le nom et un salaire qui dépasse à peine le Smic, 1 450 euros net. Il est ouvrier, venu de Rennes, une ville rompue aux violences policières depuis le début du mouvement contre la réforme du code du travail. Il a fait toutes les manifestations, sept jours de grève, soit plus de 500 euros en moins. « *Mais cela vaut le coup de*

se battre ; je le fais pour les jeunes car moi, j'aurai une petite retraite mais vous, vous n'aurez rien », lance-t-il en nous prenant à partie.

Syndicaliste depuis une quinzaine d'années à la CGT – un coup d'arrêt à sa carrière, selon lui –, Philippe dit que « *le problème, c'est l'Europe qui nous gouverne et qui fait que les patrons nous voient comme des charges et non comme des plus-values* ».



Invalides, mardi 14 juin 2016. © Rachida El Azzouzi

Tandis que le cortège reprend sa marche pour quelques minutes de répit avant une nouvelle charge des CRS qui fera reculer la foule en l'arrosant de gaz, il raconte qu'il vote Front national, que « *ce n'est pas incompatible avec son engagement syndical à la CGT* ». « *On peut être catho et à la CGT, pourquoi ne serait-on pas au FN et à la CGT ?* » renchérit sa compagne Pascale, elle aussi encartée à la CGT. « *Marine Le Pen n'aurait jamais fait une telle réforme. Avec elle, il n'y aurait pas eu cet article 2 sur l'inversion de la hiérarchie des normes* », jure-t-elle. Le couple, des déçus du « socialisme », vote extrême droite depuis une dizaine d'années, « *pas par adhésion mais par colère* ». « *On n'est pas d'accord avec tout ce que dit le FN mais tout de même, il dit des vérités sur l'Europe, l'assistanat* », appuie Philippe. Au travail, il est complètement « *démotivé* » : « *Les salaires n'augmentent pas. Un jeune qui rentre gagne quasiment autant que moi au bout de 25 ans d'ancienneté.* »

Non loin de là, une colère, physique celle-ci, s'exprime. Le long du boulevard du Montparnasse, les vitrines de banques, d'agences immobilières, des magasins de luxe ou même des chaînes de fast-food sont systématiquement attaquées. Au croisement avec le boulevard Raspail, un homme s'écroule, touché au dos vraisemblablement par une grenade non

explosée. Selon *L'Obs*, qui a recueilli un témoignage de photographe présent au moment des faits, l'homme d'une quarantaine d'années « s'est pris une grosse bombe lacrymo dans le dos, une grosse bombe grise. (...) Il était debout au milieu de la rue, seul, quand les forces de l'ordre ont tiré. L'homme est tombé au sol, sur le ventre, inanimé. (...) La bombe lacrymo était enfoncée dans son dos, elle a fait un trou de 5 centimètres de diamètre ». Toujours selon ce témoin, la bombe « a continué à se consumer et à faire de la fumée, elle a fait fondre son t-shirt ». L'homme a été évacué par les pompiers. Rien n'avait filtré sur son état en début de soirée.



Un arrêt de bus ravagé sur le parcours. © CG

Trois jeunes cagoulés s'immiscent dans le Starbuck aux vitrines explosées et ressortent avec des mugs aux couleurs de l'enseigne américaine. Un vieux routier des luttes de la CGT, descendu du Pas-de-Calais, les interpelle : « Vous n'avez pas honte ? Vous êtes venus pour ça ? Nous, on est là pour défendre le code du travail ! » Il n'a pas le temps de finir son invective qu'il doit se réfugier derrière la porte cochère d'un bel immeuble haussmannien. Nouvelle charge violente des CRS qui fait remonter la foule. Il ne s'y était pas préparé et manque de s'écrouler. Dans le hall, une dame en tailleur filtre les entrées et ne laisse passer que « les manifestants qui lui inspirent confiance ». Elle annonce une mauvaise nouvelle à un homme d'une cinquantaine d'années en chemise blanche et pantalon noir : « Ils ont brisé la vitrine de ton commerce ! » Il veut sortir, elle le lui déconseille, « c'est trop dangereux ».

Dehors, des explosions se font entendre. Des grenades. Une dame, d'une cinquantaine d'années, commissaire aux comptes qui connaît bien le monde de l'entreprise, se dit « atterrée devant tant de violences »,

dénonce « une CGT radicalisée, arc-boutée sur des privilèges d'un autre temps ». Elle allait chercher des médicaments quand elle s'est retrouvée au milieu des manifestants. Un débat s'instaure dans le hall d'immeuble entre pro et opposants de la loi El Khomri et c'est le commerçant qui a le dernier mot : « Ce pays est impossible à réformer », avant de braver la foule et les gaz pour rejoindre sa boutique aux vitres brisées et appeler son assurance. Quelques mètres plus loin, c'est un autre hall d'immeuble qui est rempli de manifestants. Ici, personne ne filtre les entrées, les portes sont grandes ouvertes. Des « street medics » y soignent des blessés, un journaliste, une étudiante. D'autres s'échangent du sérum physiologique, des gouttes d'huiles essentielles, des masques d'hôpital. Une brune, la cinquantaine, se réjouit devant tant de solidarité : « Ça me rappelle Mai 68. »



Un manifestant harangue les CRS près de l'hôpital Necker. © Rachida El Azzouzi

La grande affaire de la journée sera sans doute les vitrines brisées d'un bâtiment de l'hôpital Necker, situé sur le parcours de la manifestation. Des manifestants cagoulés ont mis des coups de marteau dans certaines baies vitrées, un tag a été rajouté, indiquant « Ne travaillez jamais ». Il n'en a pas fallu plus pour que la classe politique réagisse et que l'AP-HP annonce déposer plainte. Sur les réseaux sociaux, certains tentent un rapprochement saugrenu, expliquant que l'enfant du couple policier tué dans la nuit par un terroriste en banlieue y était soigné (ce qui n'a pas été confirmé par l'hôpital Necker).

L'arrivée place des Invalides, destination finale de la manifestation, se passe sans heurts dès lors que les policiers se sont retirés de quelques centaines de mètres. Des gens s'assoient sur les pelouses, d'autres appellent leurs amis dispersés dans la foule. Le répit n'est que de courte durée. Alors que quelques

policiers casqués sont pris à partie, d'autres se déploient, un camion lance-eau en appui. Des grenades lacrymogènes volent sur la foule éparpillée, alors même qu'une large partie du cortège n'est pas encore arrivée. Un groupe de cégétistes, venu de Toulon, panique, ne sachant plus comment quitter la place.



Place des Invalides, un canon à eau fait son entrée. © CG

Les minutes passent sans que la situation ne s'améliore. Aux jets de grenades lacrymogènes et autres grenades assourdissantes répondent des jets de pierre et des slogans contre la police. Un photographe quitte en boitant un des affrontements. Des "street-medics" portent un homme qui vient de prendre un tir de LBD (nouveau Flash-Ball) dans

l'abdomen. Un deuxième camion lance-eau arrive sur la place, déversant la moitié de son contenu. Une brèche s'ouvre vers les quais, des manifestants s'y engouffrent et gagnent le pont des Invalides avant que les policiers ne changent d'avis et nassent ce qu'il reste de manifestants. Des « *Libérez nos camarades* » retentissent cependant qu'une partie de ceux qui ont pu sortir lancent des appels à marcher vers les Champs-Élysées, ou vers l'Élysée, ou vers le Sénat. En fait, personne ne sait vraiment où aller. Les groupes se disloquent peu à peu. Des syndicalistes de la CGT ou de SUD regagnent leurs cars qui se trouvaient de ce côté de la Seine. Vers 19 heures, il ne restait plus grand monde dans le quartier.



Invalides, mardi 14 juin 2016. © Rachida El Azzouzi

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.